

# ESTONIE

## **Assemblée annuelle de la BERD, Jordanie, 8-10 mai 2018**

### **Déclaration écrite de M. Veiko Tali, Gouverneur suppléant représentant l'Estonie auprès de la BERD**

La contribution de la BERD au processus de transition dans notre région a été précieuse et continue de l'être dans tous ses pays d'opérations. Par ailleurs, le respect des principes de démocratie pluraliste et de pluralisme auquel se sont engagés les pays d'opérations garde toute son importance et cet engagement ne doit pas être pris à la légère. Nous avons étendu le concept de transition pour prendre en compte les nouveaux défis, et nous attendons de la Banque qu'elle mette en œuvre les changements internes nécessaires pour y faire face.

La BERD a montré de manière exemplaire qu'elle était capable d'attirer les financements privés et d'inciter le secteur privé à se mobiliser davantage, renforçant ainsi la résilience de nos économies. Les investissements destinés à rendre nos économies plus écologiques, redynamiser les marchés de capitaux, développer et renforcer les capacités des PME et améliorer les échanges transnationaux restent la priorité des années à venir.

Notre position est claire : la Banque a encore un rôle important à jouer dans ses pays d'opérations existants, aussi bien dans les pays aux premiers stades de la transition que dans les pays aux stades avancés de la transition, qui eux aussi présentent des écarts de transition. Nous sommes conscients que les efforts nécessaires pour identifier et combler ces lacunes peuvent se révéler plus complexes et exiger une approche plus ciblée, afin de produire le plus grand impact possible sur la transition. Nous appelons la Banque à relever ce défi, en investissant dans les moyens humains nécessaires et en utilisant les instruments adéquats de manière à obtenir les résultats anticipés.

Comme de nombreux autres pays de l'UE-11, nous sommes favorables à la réalisation d'un examen stratégique dans la région d'opérations actuelle permettant d'identifier les potentiels en termes de marchés et les contraintes qui pèsent sur une intensification de l'engagement de la BERD. Cela permettra également de présenter un plan d'action pour mettre en place les ajustements nécessaires à l'amélioration des résultats dans la région d'opérations actuelle. Nous appelons la Banque à conduire cet examen dès que possible avant le printemps 2019, selon un cahier des charges convenus, afin de permettre des discussions approfondies lors de l'Assemblée annuelle de 2019 de la BERD. Il est essentiel que le Conseil d'administration soit activement impliqué dans ce processus et à chaque étape des discussions stratégiques relatives à l'avenir de la BERD.

La récente expansion des activités a été réalisée dans l'hypothèse qu'elle n'aurait pas d'effets négatifs pour les pays d'opérations initiaux. Nous ne pensons pas que la Banque soit en mesure de continuer à s'étendre en respectant cette condition préalable. Par conséquent, en l'état, nous ne pouvons pas encourager une nouvelle expansion géographique. Comme expliqué précédemment, nous estimons qu'il y a encore des opportunités commerciales et de transition à saisir dans les pays d'opérations actuels.

Nous nous réjouissons des principes qui guident la coopération pour le développement entre institutions financières internationales mis en avant par le Président de la BERD, tels

que la promotion coordonnée de saines réformes des politiques, la mobilisation d'investissements privés et la mise au point d'outils financiers pertinents.

Nous félicitons la Banque pour la qualité générale de ses résultats en 2017, et la Direction pour avoir franchi la barre des 5 000 projets signés et atteint dès à présent l'objectif des 40 % d'investissements verts.

Pour conclure, l'Estonie souhaiterait remercier les autorités jordaniennes pour avoir accueilli l'Assemblée annuelle de la BERD.